

# Une Opération Dignité IV à Edmundston au Nouveau-Brunswick

*Isabelle MALENFANT*

Début des années 1970. Le contexte économique se fait difficile dans les régions du Québec et les conditions de vie également. Se lèvent alors des mouvements sociaux pour la sauvegarde des petits villages et la gestion des ressources de leurs territoires: les Opérations Dignité. Elles furent parmi les premières à soutenir le développement régional, voire local. Menées à Sainte-Paule, Esprit-Saint et Les Méchins par les prêtres de ces paroisses: Charles Banville, Jean-Marc Gendron et Gilles Roy, elles bénéficient également de l'aide de comités formés de citoyens dynamiques. Grâce à des actions et des pressions diverses, la menace de fermeture de ces villages et d'expropriation des populations fut levée à cette époque. Les Opérations Dignité furent, par la suite, davantage consultées et impliquées dans le développement de leurs régions.

Au Nouveau-Brunswick, c'était l'époque de plusieurs grandes questions sociales: l'union des provinces maritimes, les difficultés du système d'éducation, la fluoration de l'eau, etc. Comme dans la province voisine, les gens des régions se sentaient peu interpellés lors des décisions gouvernementales et souhaitaient dénoncer cette situation; d'autant plus que la situation économique du Nouveau-Brunswick était moins reluisante qu'elle n'y paraissait.<sup>1</sup> Selon le ministre provincial des Finances, Jean-Maurice Simard, les statistiques révélées par Ottawa concernant la situation économique du Nouveau-Brunswick étaient trompeuses. Le taux de chômage était relativement élevé; les assistés sociaux, nombreux et les investissements gouvernementaux, insuffi-

sants. Le ministre s'est alors distancié des positions du gouvernement fédéral, assurant que le Nouveau-Brunswick travaillerait à augmenter les investissements et à créer des emplois.<sup>2</sup>

Dans les faits, environ 40% des Néo-Brunswickois se trouvaient dans des conditions de pauvreté.<sup>3</sup>

Le 14 juin 1971, Pierre de Bané, alors député fédéral de Matane et instigateur de l'Opération Dignité I, se rendit, en compagnie de Charles Banville, dans le nord-ouest du Nouveau-Brunswick, où ils furent reçus par le ministre Jean-Maurice Simard. Les problèmes de participation aux décisions gouvernementales semblaient toucher sérieusement cette région plus reculée. Les deux chefs présentèrent donc à la population leur expérience québécoise d'animation communautaire tout en tentant de les conseiller dans leurs actions. Cette rencontre était, à l'origine, organisée par le Conseil régional d'aménagement du Nord-Ouest (CRANO), un organisme clé créé en 1961 par la Loi sur l'Aménagement rural et le développement agricole (ARDA), et ayant pour rôle la participation des citoyens aux décisions de développement économique de la région, de même qu'à leur prise en main.<sup>4</sup> La rencontre s'est donc déroulée à l'amphithéâtre du Collège Saint-Louis en présence, notamment, de l'évêque d'Edmundston, monseigneur Fernand Lacroix; du président du CRANO, le père Lucien Lévesque, et de trois autres membres; d'une vingtaine d'étudiants de *Perspectives Jeunesse*; de l'animateur Théo Thériault et du directeur exécutif Yves Boutot.<sup>5</sup>

Environ un an plus tard, soit le 26 mars 1972, l'assemblée annuelle du CRANO qui se tenait au sous-sol de l'église Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, était l'occasion de former une fédération composée de comités citoyens issus d'une quinzaine de paroisses. Pierre de Bané et les trois chefs des Opérations Dignité y étaient invités.<sup>6</sup> Pierre de Bané avait d'ailleurs relaté la formation de la quatrième Opération Dignité prévue pour la fin de mars lors d'une visite à la polyvalente de Mont-Joli quelques jours plus tôt.<sup>7</sup> Il semble finalement que seul Jean-Marc Gendron n'ait pu s'y rendre à partir d'Esprit-Saint, les autres intervenants voyant leur avion cloué au sol à Mont-Joli en raison de la mauvaise température. L'abbé Gendron a donc présenté le contexte des Opérations Dignité québécoises tout en expliquant l'importance de la contribution de chacun des acteurs. De cette assemblée est aussi ressorti le désir de consacrer davantage de ressources à l'animation et au développement dans l'optique de fonder une Opération Dignité dans les mois à venir. Un article de l'hebdomadaire *Le Madawaska* fut également consacré à la présentation des Opérations Dignité.<sup>8</sup>

Lors du mois d'avril suivant, des négociations étaient entreprises entre les partis et une réunion eut lieu à Sainte-Paule. «*Il a été clairement indiqué [...] qu'il [le CRANO] intensifierait ses efforts en vue du lancement d'une Opération Dignité, qui exercerait son activité en étroite collaboration avec le CRANO.*»<sup>9</sup> Une consultation publique serait préalablement effectuée, de même qu'une étude de faisabilité.<sup>10</sup> Le 8 mai 1972,

des bûcherons et des propriétaires de terrains boisés se sont rassemblés pour discuter d'une éventuelle Opération Dignité dans la région du Madawaska. Avec la collaboration de l'Université Laval, ils seraient à même de présenter, aux gouvernements, un projet rentable de gestion de la forêt.<sup>11</sup>

\*\*\*

Les informations fournies par les journaux concernant une Opération Dignité à Edmundston se font plus fragmentaires par la suite, d'où le questionnement concernant la constitution légale de cette quatrième Opération Dignité. Le fonds d'archives du CRANO ne fournit pas davantage d'indices puisque plusieurs documents des années 1971 et 1972 demeurent manquants. Quoi

qu'il en soit, la volonté de création d'une Opération Dignité était bel et bien présente et les contacts avec les acteurs québécois ont certes contribué à la mobilisation de la région nord-ouest du Nouveau-Brunswick à cette époque.

## Notes

- 1 Survol des grands titres de l'hebdomadaire *Le Madawaska*.
- 2 [Anonyme], «Les statistiques présentent un tableau trompeur de la situation économique du Nouveau-Brunswick», *Le Madawaska*, 9 décembre 1970, vol. 57, n° 48, p. 1.
- 3 [Anonyme], «40% des citoyens de notre province vivent dans des conditions de pauvreté», *Le Madawaska*, 17 février 1971, vol. 58, n° 7, p. 2.
- 4 Michel Thériault, Linda Thibodeau et Jeanne D'Arc Couturier, *Description du fond du Conseil régional d'aménagement du Nord-Ouest Ltée. 1959-1980*. (Centre de documentation d'études madawaskayennes, Edmundston, 2003), p. 4.
- 5 [Anonyme], «CRANO vous informe. Opération développement communautaire», *Le Madawaska*, 23 juin 1971, vol. 58, n° 25, p. 9. [Anonyme], *Bandes sonores radiophoniques de Radio-Québec. Émission # C48-04 et # C48-08* (Edmundston, Radio-Québec, 1971). Fond Denis Pinard, UQAR 79-08-14.  
Note: le Collège Saint-Louis est aujourd'hui le campus de l'Université de Moncton à Edmundston.
- 6 [Anonyme], «Pierre de Bané à la réunion annuelle du CRANO», *Le Soleil*, 22 mars 1972, p. 8.
- 7 [Anonyme], «Les Opérations-Dignité débordent le Québec et vont au Nouveau-Brunswick», *Le Soleil*, 14 mars 1972 et [Anonyme] et dans Direction générale des communications gouvernementales, *Dossier Opération Dignité 1970-1977. Vol. 2* (Rimouski, Direction générale des communications gouvernementales, 1971-1977), n.p.
- 8 [Anonyme], «CRANO remis en question», *Le Madawaska*, 29 mars 1972, p. 1 et [Anonyme], «Qu'est-ce qu'une Opération Dignité?», *op. cit.*
- 9 [Anonyme], «CRANO entame les négociations avec les Opérations Dignité», *Le Madawaska*, 26 avril 1972, p. 28.
- 10 *Idem.*
- 11 *Idem.* et [Anonyme], «Amorce d'une Opération Dignité au Madawaska», *Le Madawaska*, 17 mai 1972, p. 3.